

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 35 (1998)  
**Heft:** 1360

**Artikel:** Capitalisme pas encore populaire  
**Autor:** Jaggi, Yvette  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1010243>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Capitalisme pas encore populaire

**P**AR L'UN DE ces mouvements de contrition dont le capitalisme helvétique a l'hypocrite secret, on a simulé une certaine déception en constatant que seuls quelque 70000 actionnaires privés ont finalement souscrit des actions Swisscom – soit moins d'une personne sur les six qui avaient manifesté leur intérêt dans les trois mois précédant l'introduction en bourse.

Et pourtant ce résultat est remarquable, compte tenu des comportements habituels des petits investisseurs suisses et surtout des circonstances prévalant au début d'octobre. Si les 440 000 personnes intéressées avaient concrétisé leur curiosité ou leur intention, elles auraient d'un seul coup doublé le nombre des actionnaires en

Suisse; car malgré la révision du droit des sociétés anonymes et la réduction du nominal de cent à dix francs au minimum, le capitalisme reste peu populaire dans ce pays, où un habitant sur treize environ est actionnaire, contre un sur trois en Suède, un sur quatre aux États-Unis ou en Norvège, un sur six en Grande-Bretagne, un sur dix en France ou au Japon.

Par ailleurs, l'introduction des actions Swisscom ne pouvait survenir à un pire moment: chute des cours sur toutes les places boursières du monde, affaire UBS/LTCM, incertitudes financières tous azimuts. Au point que deux jours avant la première cotation de la fameuse

action bleue, les analystes parlaient encore d'un éventuel report de l'opération, pourtant préparée de longue date. La semaine dernière en France, l'État a carrément renoncé au placement en bourse d'une fraction supplémentaire de France Télécoms et reporté à des jours meilleurs la privatisation du Crédit lyonnais.

De ce côté-ci du Jura, les premières cotations de la nouvelle action Swisscom ont effacé toutes les hésitations antérieures... aussitôt supplantées par les indignations que suscite la tardive «découverte» de certains parlementaires, soudainement alarmés par

*Si, depuis Armée 95,  
chaque enfant ne naît  
plus soldat,  
il ne naît pas encore  
actionnaire*

les audacieux investissements de Swisscom à l'étranger, pourtant connus de longue date (voir DP 1279 du 28 novembre 96).

Pas de quoi rassurer les petits investisseurs, tiraillés entre leurs inquiétudes bien compréhensibles et les encouragements que continuent de prodiguer les spécialistes de la corbeille.

Dès octobre 1992, Stephan Coradi prédisait que le nouveau droit des SA, entré en vigueur trois mois plus tôt, ne suffirait pas à transformer «le peuple des bergers suisses en un peuple de petits capitalistes» (*Le Temps des Affaires*, octobre 1992). Pour en rester aux helvétismes, disons que si, depuis Armée 95, chaque enfant ne naît plus soldat, il ne naît pas encore actionnaire, malgré les titres à dix francs. Par un même souci de sécurité sans doute.

YJ